
Russie : un partenariat stratégique avec la Chine n'est pas d'actualité

Iliyas Sarsembaev



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/954>
ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 1 avril 2006
ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Iliyas Sarsembaev, « Russie : un partenariat stratégique avec la Chine n'est pas d'actualité », *Perspectives chinoises* [En ligne], 94 | mars-avril 2006, mis en ligne le 01 avril 2009, consulté le 14 novembre 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/954>

Ce document a été généré automatiquement le 14 novembre 2019.

© Tous droits réservés

Russie : un partenariat stratégique avec la Chine n'est pas d'actualité

Iliyas Sarsembaev

- 1 L'année 2005 fut riche en événements géopolitiques et militaires impliquant la Russie en Asie centrale et orientale : manœuvres militaires « Kaspïy-Antiterror » des pays de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) menées au Kazakhstan (août 2005)¹, révolte d'Andijan suivie de tensions entre l'Ouzbékistan et les Etats-Unis et d'un rapprochement de Moscou et Tachkent (mai 2005), manœuvres sino-russes (août 2005), manœuvres indo-russes (octobre 2005), le tout ponctué de nombreuses visites du ministre de la Défense russe Sergueï Ivanov dans la région. Cet activisme russe témoigne-t-il d'une tentative de retour de Moscou sur la scène stratégique asiatique et centrasiatique, et d'une volonté de créer une alliance régionale, avec, en particulier, la Chine et l'Inde, dirigée contre les Etats-Unis et leurs alliés ? Ces manœuvres politiques augurent-elles d'une modification prochaine de l'équilibre des forces en Asie ?
- 2 La révolte d'Andijan, en mai 2005, a été présentée par certains médias occidentaux comme un mouvement pro-démocratique, imputée par d'autres aux islamistes, ou encore analysée comme une tentative de renversement du Président Islam Karimov par un clan concurrent. Quels que soient les ressorts de cet événement, ses conséquences directes ont été la fermeture de la base américaine en Ouzbékistan et le renforcement de la répression politique contre les restes de l'opposition politique, vivement critiquée par l'Europe et Etats-Unis. Dans la presse russe, les événements d'Andijan ont surtout alimenté l'hypothèse d'un retour de Tachkent dans la sphère d'influence géopolitique de la Russie. De même, les manœuvres militaires communes sino-russes et indo-russes ont également donné lieu, dans la presse russe et sur les sites internet pro-gouvernementaux², à de nombreux articles sur « la nouvelle percée » du Kremlin dans l'espace post-soviétique et la renaissance de la puissance russe. Les médias s'appliquent à souligner la compétence de l'équipe du Président Poutine pour rebâtir la grandeur de l'Etat russe, ravagé par les années de « démocratie sauvage » (*dikaya demokratizaciya*) du règne de Boris Eltsine. Mais face à cette propagande, différentes forces d'opposition, des communistes aux nationalistes, critiquent la « décadence contrôlée » (*upravlyaemyi*

raspad) de l'Etat russe, sur le plan socio-économique comme militaire. La mise en avant, sur la scène politique intérieure, des alliances et succès géopolitiques de la Russie, vise grandement à contenir ce mécontentement croissant.

- 3 Cet article cherche tout d'abord à montrer que l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS)³ est une tentative de créer un bloc politique qui ne s'appuie sur aucune base juridique solide et sur aucune obligation mutuelle liant les pays participants. Malgré les manœuvres de la diplomatie russe pour attirer de nouveaux participants dans cette structure, tels que l'Inde ou l'Iran, la perspective d'une transformation de l'OCS en structure efficace demeure assez floue. Quels que soient les efforts du gouvernement russe pour convertir l'Inde à l'idée de la construction d'une union entre les trois pays, il n'est pas question d'intégration multilatérale dans les structures de l'OCS : les prises de décision demeurent bilatérales (russo-indiennes ou russo-chinoises). Il importe également de tenir compte du fait que la structure actuelle du ministère des Affaires étrangères russe est plus adaptée pour gérer les relations bilatérales que les relations multilatérales : il fonctionne grâce à différents départements et services très spécialisés, et ne peut compter que sur peu de structures visant à promouvoir la coopération multilatérale.
- 4 Dans un deuxième temps, l'article présente les progrès importants réalisés en matière de consolidation des forces militaires dans le cadre de l'Organisation du Traité de la sécurité collective (OTSC). Pourtant, cette organisation est loin de former un véritable bloc politico-militaire des pays de l'Ex-URSS. Il ne s'agit que d'une tentative, de la part de la Fédération de Russie, pour redéfinir l'espace de son influence. Les initiatives du gouvernement russe dans ce domaine, pendant ces deux dernières années, montrent que la construction de l'OTSC se fait de manière beaucoup plus rapide et efficace que les efforts d'intégration au sein de l'OCS. Mais l'accélération de ce processus se heurte à plusieurs obstacles. Il s'agit en particulier des tensions au sein de l'élite ainsi que de l'absence d'une vision claire et d'une volonté politique en ce qui concerne les perspectives de renouveau de la puissance dans l'espace post-soviétique. En effet, l'affrontement entre les nouvelles élites (« nouveaux Russes », banquiers, hommes d'affaires libéraux, oligarques) et les représentants du complexe militaro-industriel de l'Union soviétique ne favorise pas la formulation d'une idée nationale claire. Ces tensions internes à la société russe mettent également à mal le fonctionnement des structures gouvernementales, et ont un impact particulièrement grave sur le financement des programmes militaires et l'équipement de l'armée fédérale. Malgré ces difficultés, les structures de l'OTSC sont beaucoup plus actives que la « masse amorphe » de l'OCS : elles forment la colonne vertébrale d'un début de structure militaire qui pourrait permettre, par exemple, d'intervenir en cas de conflits internes dans l'espace centrasiatique de la Communauté des Etats indépendants (CEI). Un exemple en a été la participation de l'OTSC dans la « pacification » de la situation à Bichkek, en mars 2005, qui a évité l'installation du chaos au Kirghizstan⁴. Quoiqu'il en soit, il est encore tôt pour prétendre que la Russie et les autres participants à l'OTSC se trouvent à la veille de la création d'une véritable union militaire. Cette étape n'est pas envisageable sans changements radicaux dans l'idéologie qui sous-tend la vie politique russe, ainsi que d'une volonté plus affirmée des pays participants à l'OTSC.
- 5 Finalement, nous soulignerons que la seule volonté de créer une alliance politique n'est pas suffisante. Il est impossible à la Russie de prétendre renforcer ses partenariats stratégiques en Asie centrale et orientale sans régler les graves difficultés de

l'économie nationale et de l'armée fédérale. Sans cela, toute union politique ne pourra que se transformer en une alliance entre partenaires inégaux : une Chine forte, une Russie faible et les quelques « pièces détachées » que représentent les autres pays de l'ex-URSS. Il importe donc de s'interroger sur la capacité effective de la Russie de réaliser ses plans d'intégration militaire, que ce soit dans l'espace centrasiatique ou sur l'axe Moscou-Delhi-Pékin.

Vers une alliance sino-indo-russe ?

- 6 Certains hommes politiques appellent de leurs vœux la création d'une grande coalition entre l'Inde, la Russie et la Chine, capable de contrebalancer la puissance du « milliard d'or », c'est-à-dire de l'Europe et les Etats-Unis, économiquement riches mais démographiquement pauvres⁵. Le thème du renforcement des relations sino-russes a connu un renouveau après la guerre en Yougoslavie, à la veille du retrait politique de Boris Eltsine. Pendant sa dernière visite à Pékin, en 1998, le Président russe avait déclaré que les Etats-Unis ne pouvaient pas dicter leur volonté à la Chine et à la Russie. Cette déclaration avait été considérée par les Américains comme une menace de création d'un bloc sino-russe, bien que les diplomates chinois aient rapidement pris leurs distances. Quand Evgueni Primakov dirigeait le ministère des Affaires étrangères, en 1999, l'Asie a été un axe prioritaire de la politique étrangère russe. Même depuis sa démission, cet ancien Premier ministre, qui dirige actuellement la Chambre de commerce et d'industrie russe (RTPP), conserve une influence décisive sur la politique orientale russe⁶.
- 7 Ce rêve d'une alliance entre trois des pays les plus étendus et les plus peuplés de la planète, dans laquelle Moscou pourrait jouer à nouveau un rôle important, puise ses racines dans l'époque du Komintern, qui avait vu les émissaires du Kremlin s'efforcer de créer une alliance militaire avec la Chine de Sun Yat-Sen. Toutefois, la plupart des sinologues russes⁷ excluent, en principe, la possibilité d'une union avec la Chine, en s'appuyant justement sur les enseignements de l'histoire des relations sino-russes, marquée par les conflits permanents depuis le XVI^e siècle⁸. La renaissance d'une « amitié sino-soviétique » se traduisant par des tentatives d'intégration politique et économique, pourrait avoir des conséquences catastrophiques pour la Russie, car étant donné la faiblesse du gouvernement en Extrême-Orient russe et l'absence de ligne claire en politique étrangère, celle-ci serait forcément placée en situation d'infériorité. De plus, le projet d'une alliance étroite sino-russe est déconsidéré par le fait que la Chine a déjà déclaré à plusieurs reprises⁹ son opposition à la création d'une union avec n'importe quel pays – Russie comprise¹⁰.
- 8 Une union sino-russe intégrant l'Inde semble encore plus irréaliste. L'alliance entre la Chine et l'Inde, dont le différend frontalier n'est toujours pas réglé, est minée par la volonté de l'Inde de contrôler la situation en Asie du Sud, qui s'oppose aux ambitions de la Chine. Le rapprochement russo-indien apparaît tout aussi improbable : il est difficile de comprendre à quoi se réfère Evgueni Primakov lorsqu'il défend la « coïncidence des intérêts de l'Inde et de la Russie dans la zone du Pacifique »¹¹. La principale raison d'être d'une union russo-indienne serait la défense contre la domination chinoise dans la région Pacifique¹². Si l'Inde doit se rapprocher d'un acteur géopolitique dans la région centrasiatique, il est plus probable qu'il s'agisse des Etats-Unis que de la Chine ou de la Russie. Les récentes manœuvres militaires russo-indiennes (« Indra 2005 »), du 16 octobre 2005, constituent certes un pas symbolique vers la réalisation de l'idée de

Primakov, mais ont été d'ampleur extrêmement réduite – seuls 130 soldats russes et 90 soldats indiens y ont pris part.

- 9 Toutefois, des sources issues des structures de l'OTSC à Moscou, montrent qu'en février 2006, le ministère des Affaires étrangères russe a amorcé des consultations avec des diplomates indiens sur la possibilité d'un élargissement de l'OCS, et l'éventuelle participation de New Delhi dans les forums de cette structure. L'intérêt montré par l'Inde pour rejoindre cette organisation tient à deux raisons. Premièrement, la situation instable découlant de l'éventualité d'une crise militaire autour de l'Iran pousse l'Inde à chercher à s'assurer le plus vite possible un accès aux sources énergétiques en Asie Centrale post-soviétique, dont la disponibilité soit assurée par un mécanisme de stabilisation politique et militaire : en cas d'urgence, les institutions de l'OTSC pourraient être mobilisées pour assurer la sécurité de la production du gaz et du pétrole dans la région. Deuxièmement, une guerre contre l'Iran pourrait déstabiliser le voisin de l'Inde, le Pakistan, où les islamistes radicaux sont influents, ce qui constituerait une menace grave pour la stabilité de la région ; si la question de la possession de l'arme nucléaire par l'Iran demeure hypothétique, le Pakistan dispose en revanche d'une bombe testée avec succès... qui pourrait alors tomber entre les mains des islamistes. Ainsi, bien que Washington s'efforce de maintenir l'Inde dans la sphère de sa politique asiatique, la perspective d'un grand conflit en Asie tendrait plutôt à pousser l'Inde vers une union avec la Russie et la Chine. Dans ces conditions, le rêve d'une grande union russo-sino-indienne de Primakov, qui pourrait s'incarner dans les limites de l'OCS, apparaît moins irréalisable, malgré la concurrence pour la domination politique et militaire en Asie qui oppose l'Inde à la Chine. Mais la construction de véritables mécanismes de gestion et de prise de décision entre les trois pays exigerait un temps considérable¹³.
- 10 Il apparaît donc que l'un des facteurs majeurs limitant les possibilités d'alliance géopolitique entre la Russie et d'autres pays en Asie est l'absence de stratégie régionale de long terme du Kremlin, et ce depuis 1991. Sociologiquement, le fait que les élites russes se concentrent à Moscou joue un rôle important dans leur indécision vis-à-vis des régions situées à l'est de l'Oural, dont elles ont une connaissance très lacunaire. La plupart des sinologues russes, comme Viktor Larin¹⁴ ou Youri Galenovitch¹⁵, estiment que le gouvernement russe ne maintient qu'un très faible contrôle sur les régions de l'Extrême-Orient russe¹⁶. La Russie ne peut être prête à une alliance avec la Chine ou l'Inde, quand elle en est encore à l'étape du renforcement du pouvoir étatique sur la partie orientale de son propre territoire.

Une évolution du rapport de force militaire sino-russe défavorable à la Russie

- 11 Le facteur militaire est également important pour expliquer le danger pour la Russie d'une union déséquilibrée avec la Chine. La dégradation de l'armée russe depuis 1991 combinée au renforcement de l'armée chinoise modifie le rapport de force sur le plan militaire. La modernisation de l'armée russe, dont Vladimir Poutine a exposé les grandes lignes en novembre 2005, lors d'une rencontre avec les officiers de l'état-major de l'armée fédérale, semble pour l'instant relever surtout du discours. Les promesses de modernisation des équipements techniques d'ici 2015 ne compensent pas le fait que de nombreux militaires reçoivent toujours leur salaire avec plusieurs mois de retard. Le renforcement de l'armée russe semble surtout se résumer à la médiatisation de quelques événements symboliques : Poutine dans le cockpit d'un bombardier nucléaire Tu 160 lançant un nouveau missile, Poutine à bord du croiseur *Amiral Kouznetsov*,

Poutine décernant des médailles aux officiers des forces spéciales, Poutine visitant un sous-marin nucléaire lançant un missile¹⁷... Pour l'occasion, la presse officielle russe oublie de préciser que les missiles lancés par le Président ont été construits à la fin des années 1980 et sont donc un héritage de la technologie soviétique... Comme le souligne le journaliste Vladislav Shourygin dans la revue *Zavtra*¹⁸, le programme de développement des forces stratégiques nucléaires est aujourd'hui menacé d'interruption. Le complexe militaro-industriel russe a déjà perdu plus de 200 technologies stratégiques, par manque de cadres compétents. Vladislav Shourygin souligne que, faute de financements, les travaux de l'Institut des recherches thermiques ont dû être interrompus, ce qui a déjà entraîné l'arrêt de la production des missiles « Topol M » et « Boulava ». L'article juge qu'il s'agit d'un sabotage de la part du ministre de l'Economie, German Gref, et de celui des Finances, Alexeï Koudrine. De même, en 2005 le ministère de la Défense n'a acheté que sept missiles : aujourd'hui il ne reste donc plus que 600 missiles nucléaires pour assurer la sécurité de la Russie, dont plusieurs auraient besoin d'une modernisation immédiate. Des 20 000 chars que compte la Russie, seule la moitié est à peu près en état de marche ; et des 1 800 avions russes, environ 1 200 ne sont plus capables de décoller de leur aérodrome. Le comble est qu'un pays qui exporte tant de pétrole – et qui prévoit d'augmenter ses exportations vers la Chine – refuse de fournir du kérosène à sa propre armée, ce qui empêche les pilotes de s'entraîner. Depuis 2000, les efforts de modernisation de l'armée se sont limités à l'acquisition de 15 chars T-90, 40 blindés BTR-80, 24 avions SU-27, 3 bombardiers TU-160 et 2 hélicoptères KA-50. Pour reconstruire sa crédibilité militaire en Asie, l'armée russe aurait besoin de 1 500 nouveaux chars T-90 par an pendant dix ans. Sur le plan des forces maritimes, il faut noter que depuis 2000, la flotte russe n'a reçu aucun nouveau bâtiment¹⁹. Au cours de manœuvres dans l'océan Pacifique en 2004, la flotte russe a même été contrainte de recruter d'urgence des mécaniciens civils par manque de personnel compétent. En décembre de 2004, la Flotte du Nord a subi plusieurs minutes de déshonneur quand, devant le Président Poutine, un sous-marin nucléaire n'a pas réussi à lancer de missile. Le système de défense anti-aérienne C-50 n'est même plus en mesure de protéger l'espace autour de Moscou et des autres centres industriels russes. Ces errements de la modernisation de l'armée russe sont d'autant plus inquiétants qu'ils se déroulent sur fond de renforcement de l'Armée populaire chinoise, qui n'a pas abandonné l'option d'une utilisation massive de chars et de fantassins, rendue d'autant plus menaçante que le potentiel des troupes mobilisables est soutenu par la démographie chinoise.

- 12 Aujourd'hui, l'Etat russe finit de « consommer » l'héritage nucléaire soviétique. Ce n'est que jusqu'en 2015 que la Russie devrait être capable de répondre à une menace externe : dans le cas (très hypothétique) d'une guerre contre la Chine, l'armée russe disposerait encore de suffisamment de missiles pour détruire toute l'infrastructure militaire et civile chinoise.
- 13 Vadim Soloviev, rédacteur-chef de la *Revue militaire indépendante (Nezavisimoe Voennoye Obozrenie)* pronostique même une destruction complète de l'armée russe d'ici quelques années dans le cas du maintien à leur niveau actuel des financements qui lui sont accordés²⁰. Cette situation serait la plus dangereuse, car, en cas de guerre, elle ne laisserait à la Russie d'autre solution que de faire usage de son arsenal nucléaire.
- 14 Dans ce contexte, les manœuvres militaires (baptisées « Mission de paix de 2005 ») organisées conjointement pendant l'été 2005 (18-26 août), auxquelles ont participé

deux mille soldats russes et huit mille soldats chinois, apparaissent comme un simple épisode de propagande. La mise en scène théâtrale, couronnée par un défilé commun de parachutistes des forces spéciales russes et chinoises et par l'abondance de pétards et de musique, visait surtout à permettre de démontrer les capacités militaires des membres de l'Organisation de Coopération de Shanghai²¹.

- 15 D'ailleurs, au mois de juillet 2005, les forces de l'armée fédérale russe en Extrême-Orient ont mené des manœuvres militaires à grande échelle. Depuis la chute de l'URSS, il s'agissait des premières manœuvres de l'armée russe engageant le déploiement de pratiquement toutes les forces terrestres, aériennes, navales dispersées dans l'intégralité de la circonscription militaire de l'Extrême-Orient russe. L'objectif était de préparer une contre-attaque face à un agresseur hypothétique, en particulier dans les zones proches de l'océan Pacifique et sur la rivière Amour. Ces manœuvres russes ont été d'une ampleur bien plus considérable que la « Mission de paix 2005 » organisées en Chine un mois plus tard. La comparaison entre ces deux exercices, tant en matière de complexité des forces déployées qu'en effectif, semble indiquer que l'état-major russe attache davantage de crédibilité et d'attention à la possibilité d'une agression contre la nation russe de la part de ses voisins qu'à la coopération au sein de l'OCS.

La Russie en Asie centrale : la difficulté de reprendre pied

- 16 Etant donnée la situation de son armée, l'on peut se demander si la Russie dispose réellement des moyens de ses ambitions pour renforcer son influence en Asie centrale. Il est aussi nécessaire de tenir compte des facteurs de politique intérieure des anciennes Républiques soviétiques, et en particulier des menaces qui pèsent sur la stabilité des régimes en place.
- 17 Au Kirghizstan, la « révolution des tulipes » de mars 2005 a mis fin à la décennie de stabilité du régime du président Askar Akaev. Peu à peu, le pays sombre dans le chaos ; le Kirghizstan est devenu un champ de bataille entre les clans du sud du pays, qui soutiennent le nouveau Président Kourmanbek Bakiev – ancien Premier ministre –, et les clans du nord, partisans du Premier ministre Felix Koulov – un ancien général du KGB. Cette compétition entre les deux hommes, risque de détruire le fragile Etat kirghize. Une autre menace grave réside dans la mainmise de la criminalité organisée sur l'économie et la politique de ce petit pays. Aucune décision du gouvernement n'est à l'abri d'un sabotage par des fonctionnaires corrompus. Les tentatives d'éliminer les groupes de bandits les plus dangereux, entreprises par Koulov, n'ont pas été soutenues par le Président de la République et se sont heurtées aux protestations de nombreux députés qui ont menacé de porter plainte auprès du tribunal constitutionnel. En cas de guerre civile, l'ingérence de forces militaires étrangères (russes, américaines, ou autres) sera inévitable, afin d'empêcher que l'agitation provoquée par les milieux criminels ne se transforme en révolution islamique, susceptible de déséquilibrer toute la région. Certains analystes militaires russes²² estiment qu'en cas de crise politique profonde au Kirghizstan, la Russie et le Kazakhstan pourraient établir une sorte de « protectorat » jusqu'au rétablissement de la stabilité dans le pays et à la tenue de nouvelles élections.
- 18 Dans ce scénario, les Etats-Unis permettraient à Moscou d'agir au Kirghizstan, car l'essentiel de leurs ressources serait déjà mobilisé en Irak et en Afghanistan – et probablement en Iran et en Syrie. L'aide russe serait alors bienvenue, et largement préférée à celle de la Chine. En effet, si la Russie n'osait pas se proposer comme force stabilisatrice, la Chine pourrait prétexter du séparatisme ouïghour²³ pour envoyer des

régiments au Kirghizstan et prendre le contrôle de la République. En 2006, dans la ville kirghize d'Och, doit être mis en place le centre de lutte antiterroriste et de combat contre le trafic de drogue, placé sous la responsabilité des Forces régionales antiterroristes (RATS), une structure militaire de l'OTSC. La création de ce centre semble répondre également aux intérêts nationaux kirghizes²⁴ : il pourrait constituer une barrière solide pour l'Etat kirghize contre le spectre du chaos et de la guerre civile²⁵. A l'époque de l'URSS, une base de gardes-frontières et un aérodrome étaient implantés à Och ; cette infrastructure a été bien conservée et pourrait être réutilisée rapidement par ces forces collectives de stabilisation régionale.

- 19 Dans le cadre d'une mission pacificatrice au Kirghizstan, le Kazakhstan apparaîtrait bien plus légitime que l'Ouzbékistan : d'une part, les Kazakhs sont ethniquement et culturellement bien plus proches des Kirghizes que les Ouzbeks (ils partagent notamment avec eux une conception modérée de l'islam) ; d'autre part, l'Ouzbékistan fait état de prétentions territoriales aux Kirghizstan que n'a pas le Kazakhstan. C'est pourquoi toute tentative d'ingérence dans les affaires kirghizes de la part de Tachkent engendrerait un risque important de guerre interethnique, qui pourrait s'élargir à l'échelle régionale si des Kazakhs venaient à prêter main forte aux Kirghizes.
- 20 La probabilité d'une intervention russe en cas de déstabilisation du Kirghizstan est renforcée par les rumeurs²⁶ d'une intervention des forces spéciales du renseignement militaire russe (G.R.U.) à Bichkek, pendant la « révolution des tulipes », alors que l'armée et la police kirghizes étaient en état de paralysie. Il existe d'ailleurs, un précédent d'intervention militaire de la Russie post-soviétique en Asie centrale : en 1992, les forces spéciales et garde-frontières russes étaient entrés à Douchanbé, au Tadjikistan, pour y mener une sanglante opération de « pacification ». Après le retrait des forces des gardes-frontières russes, selon les termes de l'accord bilatéral russo-tadjik de 2004, la ligne frontalière tadjiko-afghane est passée sous le contrôle exclusif du service national tadjik. Pour autant, la Russie n'a pas réduit sa présence militaire dans cette République : la division n° 201 de l'armée fédérale russe a été transformée en base militaire russe au Tadjikistan. Outre l'acceptation de la présence des forces terrestres russes, le gouvernement tadjik a également donné son accord à la récupération par la Russie d'un centre de guidage spatial établi à l'époque soviétique dans les montagnes du Pamir, qui donnera à la Russie des moyens de contrôle sur l'espace aérien de l'Asie et du Pacifique Sud.
- 21 Toutefois, la probabilité d'une ingérence militaire russe en cas de crise au Kirghizstan est mise à mal par la situation des forces russes actuellement basées dans le pays, malgré l'existence de la base aérienne de Kant. Cette base russe en territoire kirghize, inaugurée en 2003, disposait, officiellement, à la fin de l'année 2004, de 700 hommes et 20 avions. Toutefois, à la fin de 2005, elle ne comptait plus que 200 soldats et officiers, et 5 avions²⁷. Par manque de moyens financiers, au lieu d'entretenir de vraies forces militaires en Kirghizstan, Moscou ne peut encore qu'y garantir une présence modérée.
- 22 Le renforcement significatif des relations russo-ouzbèkes ne semble pas davantage à l'ordre du jour, malgré les tensions entre l'Ouzbékistan et les Américains et Européens consécutives à la répression d'Andijan. Le traité d'amitié signé le 14 novembre 2005, par Vladimir Poutine et Islam Karimov constitue une conséquence directe de ces tensions, et s'ajoute à la réduction de la coopération ouzbèke avec l'Occident et à l'expulsion des militaires américains d'Ouzbékistan. On aurait pu supposer que la Russie en profiterait pour récupérer la base d'Harshi-Hanabad. Mais le ministre de la Défense russe, Sergueï

Ivanov, a annoncé que Moscou n'avait pas l'intention d'envoyer prochainement de contingent militaire en Ouzbékistan. L'explication est, à nouveau, purement budgétaire : la Russie ne dispose même pas du financement suffisant pour finir la restructuration de sa base au Tadjikistan (l'ex 201^{ème} division de l'armée fédérale) pour assurer une vraie présence à Kant. Une autre raison de cet immobilisme, qui relativise la faiblesse russe dans la région, est qu'en réalité la Russie, aux termes du traité du 14 novembre 2005, peut envoyer ses forces à tout moment sur les aérodromes de son choix. Les avantages concédés à la Russie par les Ouzbeks sont donc plus importants que ceux concédés aux Américains en 2001.

- 23 Le regain d'intérêt de l'Ouzbékistan pour la Russie est le résultat de l'attitude des Etats-Unis et de l'Europe envers le régime de ce pays. A Tachkent, les élites craignaient que l'Occident ne souhaite et n'appuie réellement les tentatives de renversement du régime. La réaction très critique de la communauté internationale après les événements d'Andijan a renforcé ce sentiment. Il semble que le jeu du Président Karimov qui, depuis 1991, fait balancer son intérêt entre les Etats-Unis et la Russie, soit fini : sa rupture avec l'Occident semble définitive. L'Ouzbékistan veut moderniser son armée et sait que seule la Russie acceptera de lui vendre des équipements militaires et de participer à la formation de ses cadres, sans critiquer son régime autoritaire. Pour autant, un tel revirement politique ne peut aller de soi, après quinze ans de politique ostensiblement indépendante envers la Russie et les autres Républiques d'Asie centrale et de volonté de rapprochement des Etats-Unis. Les hésitations de l'Ouzbékistan à se rapprocher de l'Organisation du Traité de sécurité collective²⁸ en sont une illustration. Il est intéressant de noter qu'après les événements d'Andijan²⁹, l'OTSC a soutenu sans ambiguïtés la décision du gouvernement ouzbek d'écraser la révolte³⁰. Si le changement de cap est douloureux pour les Ouzbeks, le retour de la confiance est également difficile de la part de la Russie. Il est peu probable que l'Ouzbékistan devienne, dans un avenir proche, le partenaire principal de celle-ci en Asie centrale – c'est pour le moment le Kazakhstan qui joue ce rôle. En effet, les liens entre le Kazakhstan et la Russie sont étroits et anciens. Au milieu du XVIII^e siècle, les khanats kazakhs (djuz) se placèrent de leur propre gré sous la protection de l'empire russe pour éviter de subir le sort des Djoungars, dont près d'un million de représentants avaient été exterminés quelques années auparavant par l'armée Qing³¹. En 1992, le Kazakhstan et la Fédération de Russie signèrent un accord d'amitié et de coopération, garantissant au Kazakhstan la protection militaire russe – une mesure visant principalement la menace chinoise³². Aujourd'hui, plus d'un million de Kazakhs sont citoyens russes et demeurent en Russie depuis de nombreuses générations.
- 24 Il est probable que Moscou utilise la rivalité opposant l'Ouzbékistan au Kazakhstan pour jouer un rôle dominant dans les affaires centrasiatiques. Malgré une population deux fois moins nombreuse, le Kazakhstan jouit pour le moment d'une situation plus favorable que l'Ouzbékistan pour jouer ce rôle, car les Kazakhs sont moins influencés par l'islamisme radical. De plus, le taux de chômage du Kazakhstan est moins élevé qu'en Ouzbékistan, et le pays n'est pas menacé par le manque de ressources hydrauliques. Comparé à l'Ouzbékistan, le Kazakhstan est un pays politiquement stable : le régime de Noursoultan Nazarbaev semble à l'abri des « révolutions de couleur », notamment grâce à des services de la sécurité performants. Au contraire, l'incapacité du pouvoir ouzbek à contrôler la situation à Andijan peut être directement mise en relation avec la politique de sécurité nationale menée depuis plus d'une décennie, privilégiant la répression politique au détriment du renseignement – dont les

structures héritées de l'U.R.S.S. ont été démantelées. Dans les années à venir, la Russie observera avec attention la succession du Président Karimov, dont elle attend qu'elle parachève le rapprochement de l'Ouzbékistan avec la Russie.

Une union entre Moscou, Minsk et Astana ?

25 A court terme, la priorité de la Russie semble être de renforcer son rôle dans l'Organisation du Traité de sécurité collective et surtout d'approfondir le processus d'intégration avec le Kazakhstan et la Biélorussie³³, sur fond de mort lente de la Communauté des Etats indépendants. La création d'une union politico-économico-militaire autour du « cœur » de l'Union soviétique - Russie, Biélorussie et Kazakhstan - est fréquemment évoquée par des députés de la Douma (chambre basse du parlement fédéral) ou des gouverneurs des régions. L'un des plus ardents défenseurs de cette cause est Vladimir Jirinovski, député à la Douma et chef du parti libéral-démocrate - dont le programme politique radicalement nationaliste est souvent très utile au Kremlin en s'attirant les vagues de critiques, avant que le fond des propositions ne soit repris dans la législation nationale. A l'autre bout de l'échiquier politique, l'idée d'une alliance entre les anciennes Républiques soviétiques reçoit également un écho très favorable dans le Parti communiste russe, qui est aujourd'hui la seconde force politique en Russie.

26 Une telle intégration ne peut qu'être douloureuse, car elle suppose pour chacun des pays prenant part à l'union d'abandonner une part de sa souveraineté. Une véritable intégration suppose que la Russie soit capable de proposer des formes de coopération qui soient réellement attractives pour ses voisins. Il peut s'agir, par exemple, de la création d'une union militaire visant à protéger la survie des régimes dans un milieu agressif, ou de celle d'une union économique qui permette de peser sur la formation des prix des ressources naturelles sur le marché international. Paradoxalement, il semble que les résistances viennent davantage de la Russie que de la Biélorussie ou du Kazakhstan, comme si une partie de l'élite politique russe s'opposait au renforcement de la Russie sur l'espace postsoviétique, préférant voir leur pays en appendice énergétique du « monde civilisé »³⁴. La Russie dispose des moyens de rebâtir une union avec deux pays qui lui sont très proches, mais Moscou ne dégage pas les financements nécessaires. Au lieu d'investir les revenus des ressources naturelles dans les programmes économiques, sociaux ou de défense, elle préfère les placer dans l'économie américaine - sous prétexte de risque d'inflation. Dans ce contexte, la question de la création d'une véritable union sur une portion de l'espace post-soviétique demeure une perspective lointaine, qui dépendra de la volonté des élites de voir leur patrie se renforcer. En effet, la renaissance de la puissance régionale russe ne peut s'appuyer que sur un changement de la politique intérieure et une volonté renforcée de défendre l'intérêt national. Ce patriotisme, que les élites au pouvoir en Chine cultivent, semble encore faire défaut à la Russie.

Le renforcement de l'OTSC, une réponse à la menace d'un conflit en Iran

27 Au début du mois de mars 2006, l'échec des négociations sur le programme nucléaire iranien menées par le gouvernement russe était patent³⁵ : le ministère des Affaires étrangères iranien refusait les propositions de Moscou. Les médias russes ont alors annoncé que le gouvernement russe avait déployé tout les moyens en sa possession pour éviter une guerre dans la région, mais que l'Iran ne se montrait pas coopératif, Téhéran par son attitude suicidaire empêchant la Russie de bloquer les efforts américains de mettre en place un régime de sanctions contre l'Iran. Désormais, la

diplomatie russe entend travailler aux conséquences régionales liées à un potentiel conflit militaire. Elle envisage en particulier le désastre écologique que constituerait la contamination par des radiations de grands espaces en Asie centrale et autour de la mer Caspienne, ainsi que le possible exode massif de la population iranienne vers les pays voisins – une catastrophe humanitaire qui pourrait être d'ampleur bien plus importante que celle connue au Kosovo ou en Irak et qui affecterait les frontières sud de la Fédération de Russie ainsi que le Kazakhstan, l'Azerbaïdjan et l'Arménie.

- 28 Une autre conséquence prévisible d'une guerre en Iran serait l'explosion de l'effectif de la diaspora (*oumma*) musulmane, en particulier en Europe de l'Ouest, et la radicalisation de différents groupes islamistes radicaux dans les pays d'Asie centrale, la potentielle attaque américaine contre l'Iran étant considérée comme une offensive de la civilisation occidentale chrétienne contre le monde musulman³⁶. La participation d'Israël dans ce conflit – possible du fait de la possession par l'Iran de missiles balistiques capables d'atteindre le sol israélien – pourrait pousser les pays arabes à entrer dans le conflit aux côtés de l'Iran. Une guerre en Iran pourrait s'avérer encore bien plus difficile à mener pour les Etats-Unis que le conflit en Irak. Le nombre de victimes civiles pourrait être terrifiant et un tel conflit ruinerait les chances de dialogue entre les civilisations et les cultures.
- 29 La Russie semble aujourd'hui en meilleure position que les Etats-Unis et les pays européens pour renforcer le dialogue au sein du monde musulman, du fait de sa population musulmane (20 % de la population de la Russie). Au plan international, le titre de « pays musulman » conféré par la Conférence des pays musulmans procure à Moscou certains atouts. La Russie pourrait être un bon intermédiaire de l'Occident pour négocier avec des régimes « politiquement incorrects » et avec lesquels les pays occidentaux refusent de discuter. La visite à Moscou d'une délégation du Hamas et les discussions avec l'Iran en sont des exemples. Historiquement, les structures officielles russes disposent d'une grande expérience en matière d'utilisation de mécanismes de diplomatie clandestine ; « les vieux contacts du comité central du PCUS » peuvent parfois encore s'avérer utiles, notamment dans le cas du dossier nord-coréen³⁷.
- 30 A l'intérieur du pays, la structure de l'Etat russe permet à chaque grande population musulmane de posséder tous les instruments et mécanismes de gestion administrative et légale (parlementaire), dans les limites des différentes Républiques autonomes. Il est clair que cette politique est basée sur un équilibre entre les différents intérêts des élites nationales, dont profite le gouvernement central russe. Le système politique créé à l'époque de la construction de l'Etat soviétique continue globalement à fonctionner. Les élites nationales sont capables, à l'exception de la Tchétchénie, de contrôler la situation à l'intérieur de leur territoire autonome et d'empêcher les extrémistes musulmans de mettre en danger la stabilité nationale en Russie. Un système de ce type, offrant au sein d'une fédération une réelle autonomie aux minorités musulmanes, est impensable dans les pays de l'Union européenne.
- 31 Les sanctions contre l'Iran, éventuellement suivies d'une guerre, risquent d'entraîner de graves conséquences pour l'économie chinoise, qui importe une quantité importante de pétrole iranien. L'impact sur l'économie chinoise pourrait aussi se répercuter sur les sociétés européennes ayant investi en Chine : le faible prix du pétrole permet à la Chine de maintenir des prix bas sur le marché intérieur, favorables aux investissements étrangers. Des fluctuations des prix du pétrole et leur stabilisation à un niveau supérieur pourraient pousser le gouvernement chinois à rechercher une nouvelle

conception de son développement économique. La Chine pourrait chercher à asseoir sa croissance économique sur un renforcement de sa position géostratégique en Asie-Pacifique : une telle expansion risquerait fort de ne pas être tout à fait pacifique³⁸. En effet, placé en situation d'agression externe, la Chine, dont les ressources énergétiques sont limitées, risque de devoir trouver un substitut au pétrole iranien de manière la plus rapide possible. Cette pression énergétique pousse également le gouvernement chinois à renforcer sa présence sur le marché énergétique russe et au Kazakhstan. Toutefois, le réseau de transport du pétrole et du gaz du territoire de ces deux pays vers la Chine n'est encore pas suffisamment développé pour satisfaire les besoins de l'économie chinoise. Il faut donc s'attendre à ce que la Chine s'efforce prochainement d'accélérer le processus de construction de l'oléoduc Angarsk-Daqing et de celui visant à relier le Kazakhstan au Xinjiang (projet Ouest-Est).

- 32 Les deux principales décisions annoncées au cours de la visite du Président Poutine à Pékin au mois de mars 2006 s'inscrivent dans ce contexte : renforcement de la coopération sur le marché des armements (la Chine souhaitant acquérir davantage d'équipements de la Russie) et coopération dans le domaine pétrolier (qui semblait pourtant gelée depuis 2004). A l'heure actuelle, la Chine n'a pas obtenu de réponse claire de la Russie sur les délais précis de démarrage des travaux de construction de l'oléoduc Angarsk - Daqing pour le tronçon russe. De plus, la China National Petroleum Corporation (CNPC) n'a pas pu acquérir d'actions de la compagnie pétrolière russe Sibneft, ce qui lui aurait permis de devenir un acteur sur le marché russe. Les récentes concessions acceptées par la Russie en faveur de la Chine lors de la visite de Poutine peuvent être analysées dans le cadre de la menace de guerre contre l'Iran : en échange d'une position dominante sur le marché chinois en matière d'approvisionnement énergétique et militaire, la Russie accepte de fournir du pétrole et du gaz dont la livraison ne risque pas d'être interrompue par un conflit. Ainsi, les contrats signés par Gazprom vont bientôt faire de la Chine le principal importateur de gaz russe dans le monde³⁹. Il y a deux ans, le projet de construction d'un gazoduc de Sibérie de l'Est vers la Chine n'existait pas ; c'est l'évolution de la situation au Moyen-Orient qui a modifié radicalement la donne.
- 33 Une autre conséquence de la visite de Vladimir Poutine en Chine est que la coopération énergétique avec la Chine met la Russie à l'abri de la crainte de ne plus pouvoir vendre ses ressources naturelles, au cas où l'Union européenne décidait de cesser d'importer du gaz russe. La diversification des voies énergétiques, que l'Europe entend mener pour minimiser sa dépendance envers la Russie, s'équilibre donc, du côté russe, par une diversification des débouchés grâce à l'intensification des échanges en Extrême-Orient. Dans cette bataille, la Russie est aujourd'hui plus avancée que l'Europe.
- 34 Sur le plan militaire, la Russie a aussi commencé à prendre des mesures préventives en cas d'éclatement de la guerre contre l'Iran. Le 6 février 2006 le secrétaire général de l'OTSC, Nikolai Bordyuj, s'est rendu à Tachkent pour proposer au Président Karimov d'intensifier le processus de retour de l'Ouzbékistan dans cette structure militaire, à laquelle il participait jusqu'en 1999. Islam Karimov et Nikolai Bordyuj ont également évoqué la participation de l'Ouzbékistan dans l'opération « Canal », contre le terrorisme et le trafic de drogue. La partie ouzbèke s'est montrée coopérative et intéressée. L'armée et les services spéciaux ouzbeks sont entrés en contact avec les structures homologues des autres pays de l'OTSC pour prévenir les flux de drogue et l'islamisme radical issu d'Afghanistan.

- 35 L'état-major unifié des pays membres de l'OTSC a préparé un projet d'accord sur « Les forces collectives dans la zone de sécurité collective en Asie centrale⁴⁰ ». Un pilier de ces forces sera « les forces collectives de haute mobilité » qui comportent aujourd'hui onze bataillons : trois russes, trois kazakhs, trois tadjiks et deux kirghizes. Il s'agit essentiellement, de régiments des forces spéciales ayant reçu un très bon entraînement et disposant d'un équipement performant. La Russie est encore prête à envoyer des renforts : bataillons de chars lourds, bataillons de communication, quelques escadrilles d'avions du transport et hélicoptères du combat. Les forces de l'Armée populaire chinoise ne participent pas à cette structure⁴¹.
- 36 A long terme, la création d'une alliance militaire et politique en Asie centrale pourrait permettre aux pays-membres de l'OTSC de construire aussi une politique commune dans le domaine énergétique, en particulier vis-à-vis de la Communauté européenne et de la Chine. Une telle union pourrait en effet leur permettre de dicter les prix du gaz et du pétrole dans l'ensemble de la zone eurasiatique.
- 37 La création d'une alliance sur l'espace de l'ex-U.R.S.S., dont la Russie constituerait un pilier, semble à l'heure actuelle peu probable du fait de la faiblesse de l'Etat russe. Le conflit autour de prix du gaz opposant la Russie à l'Ukraine ne traduit pas le renforcement de la position russe sur l'espace de la C.E.I., mais préfigure au contraire le début du démantèlement de cette organisation dans ses formes existantes. Ce sont les contraintes financières qui empêchent Moscou de développer sa présence militaire en Asie centrale. Dans les prochains mois, il est probable que le maximum qui pourra être atteint est l'organisation de petites démonstrations des forces armées et la mise en scène de Poutine aux commandes d'appareils militaires. Le rapprochement avec la Chine ne se concrétisera que dans les limites de l'Organisation de Coopération de Shanghai, c'est-à-dire sans aucune prise d'obligations mutuelles. D'ailleurs, si la Russie est favorable au développement de cette organisation, c'est avant tout pour que la Chine, en y prenant part, s'aligne sur les décisions collectives qui y sont prises au lieu de mener sa propre politique indépendante en Asie centrale. De même, les initiatives russes dans le cadre de l'Organisation du Traité de sécurité collective, dont la Chine ne fait pas partie, ont pour objectif de créer une force capable de faire contrepoids à la Chine en Asie centrale, pour pallier la faiblesse militaire actuelle de chacun des pays membres pris isolément. Des changements dans cette politique étrangère inconsistante ne seraient possibles qu'à la faveur de l'arrivée au pouvoir, en Russie, de dirigeants s'efforçant de développer l'économie nationale en maintenant une distance raisonnable envers à la fois l'Occident envers la Chine.
- 38 L'immense majorité des élites politiques russes n'est pas favorable à la résurrection de l'U.R.S.S. ; une union fondée sur la contrainte serait inutile. La Russie a besoin d'alliés fidèles. L'activisme actuel de Moscou pour chercher des alliés est un signe de faiblesse : si la Russie était puissante, elle n'aurait pas à déployer tant d'énergie pour créer des alliances, celles-ci se présenteraient de façon beaucoup plus naturelle. Les manœuvres contradictoires de la Russie vis-à-vis de la Chine dénotent les craintes d'un pays qui s'estime en situation de survie entre deux sphères hostiles : l'Occident qui ne propose aucune perspective de coopération et le « grand Orient », de plus en plus agressif dans sa croissance économique et militaire. Dans ce contexte, l'attitude des Russes est dictée par la volonté de garantir les frontières actuelles de leur Etat.

NOTES

1. Le Conseil de la sécurité collective de l'OTSC est actuellement présidé par le Président russe, Vladimir Poutine ; les fonctions de secrétaire général sont assurées par l'ancien chef du service des gardes-frontières russe, Nikolai Bordyujia. De 2004 à 2005, le commandement de l'état-major des pays membres de l'OTSC a organisé une série de manœuvres sous le nom « Rubej 2004, 2005 » (Ligne de défense 2004, 2005). L'objectif de ces manœuvres était d'évaluer la capacité des commandements des armées nationales de pays de l'ex-URSS à coordonner leurs efforts lors d'un combat. Les services secrets des pays membres de l'Organisation du Traité de sécurité collective (OTSC) ont aussi lancé une opération spéciale, « Canal 2005 », visant à créer une « ceinture de sécurité » autour de l'Afghanistan pour bloquer les flux de drogue et le terrorisme islamique. Cette opération a été automatiquement reconduite pour l'année 2006.
2. Voir les journaux *Rossiyskaya Gazeta* (www.rg.ru) et *Krasnaya Zvezda* (www.redstar.ru), la revue *Itogi* (www.itogi.ru). Ainsi que les ressources électroniques : www.utro.ru, www.strana.ru, www.kreml.org, www.vor.ru, www.polit.ru.
3. Pour plus d'information sur les structures de l'Organisation de la coopération de Shanghai (OCS), ainsi qu'une perspective historique, voir les travaux de l'expert des relations sino-russes, Alexandre Loukine, et en particulier « *Shanhaiskaya Organizaciya Sotrudnichestva : strukturnoe oformleniye i perspektivy razvitiya* » (OCS : la formation structurelle et les perspectives du développement). Cet article est disponible sur le site de l'Institut des relations internationales de Moscou (MGIMO) qui forme les cadres du ministère des Affaires étrangères de la Fédération de Russie, à l'adresse <http://mgimo.ru/filesserver/2004/nauka/az-04.pdf>. Alexandre Loukine est aussi le directeur du Centre de recherches sur l'Asie orientale du MGIMO.
4. Au plus fort de la crise à Bichkek, les médias russes (www.ortv.ru) ont montré l'intervention de quelques groupes des forces spéciales, « d'origine non identifiée », entrant dans la ville pour disperser la foule.
5. Il s'agit surtout de mouvements politiques russes de gauche, d'extrême-gauche et d'extrême-droite.
6. La Chambre de commerce et d'industrie russe (créée et dirigée par Evgueni Primakov) est une structure non gouvernementale faisant du lobbying en faveur des grandes entreprises russes et étrangères auprès du gouvernement central russe. Evgueni Primakov continue de peser lourdement sur la politique étrangère russe, surtout en Asie. Il joue toujours le rôle de médiateur irremplaçable pour les missions confidentielles du Kremlin.
7. Il faut citer le colonel-général Ivashov (aujourd'hui analyste militaire indépendant qui était, en 1999, adjoint-chef de l'état-major du ministère de la Défense de la Fédération de Russie), l'ex-chef de la direction analytique du K.G.B. le lieutenant-général Leonov (participant au groupe de travail au sein de centre analytique *Namakon*, dirigé par l'ex-chef de la direction des opérations spéciales du K.G.B.), et le major-général Drozdov. Plusieurs chercheurs de l'Institut de l'Extrême-Orient de Moscou ont également réalisé des travaux intéressants à ce sujet : A.B. Bolyatko, G.D. Agafonov, V.P. Zimonin, A.S. Krasilnikov, V.B. Yakubovskij, V.P. Kudinov, A.G. Yakovlev, A.I. Sizonenko, A.A. Sveshnikov, A.G. Yurkevitch, P.B. Kamennov, M.V. Demtchenko, N.B. Gorbatchev. La revue *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* (Observations militaires

indépendantes) présente un intérêt particulier car elle publie des articles d'experts et de vétérans de l'armée et des services spéciaux russes sur les questions militaires et géostratégiques. Cette revue est dirigée par V. Solovyev.

8. Iliyas Sarsembaev, « La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes », thèse dirigée par le professeur Dominique Colas, Paris, Institut d'études politiques, 2005.

9. Dans ce contexte, l'ignorance de la réalité historique par un grand nombre d'hommes politiques russes est problématique : aux termes de la déclaration de Bandung du 18 avril 1955, la Chine a déclaré sa non-participation à tout bloc militaire ou politique. Après le rétablissement des relations officielles entre les deux Partis communistes en 1989 (suite à la visite de Gorbatchev à Pékin et sa rencontre avec Deng Xiaoping), Moscou a effectué, à plusieurs reprises, des tentatives pour inviter Pékin à entrer dans le bloc de Varsovie ; mais le gouvernement chinois s'est appuyé sur la déclaration de Bandung pour décliner la proposition du Kremlin. Aujourd'hui il n'existe pas de signes clairs que le gouvernement chinois soit prêt à changer cette position.

10. Viktor Stefashin, « Sovremennye voenno-doktrinal'nye vzglâdy rukovodstva K.N.R. » (Les visions modernes des dirigeants de la R.P.C. en matière de doctrine militaire), rapport présenté à la conférence scientifique de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou en 1993.

11. Ce thème est apparu pour la première fois le 23 décembre 1998, lors d'une visite officielle d'Evgueni Primakov, alors Premier ministre, à New Delhi.

12. Iliyas Sarsembaev, « Puissances régionales en Asie-mythes et réalités », *Les Nouvelles de Chine*, n° 17, juin-juillet 2004.

13. Le 20 mai 2005, l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou a organisé une table ronde sur le thème des « Problèmes du perfectionnement de l'Organisation de coopération de Shanghai et de la coopération entre la Chine et la Russie en Asie centrale ». Les sinologues russes, les diplomates du ministère des Affaires étrangères russe, les experts et les analystes du ministère de la Défense de la Fédération de Russie y ont pris part. Selon le rapport préparé par le chef du Centre des recherches des problèmes de l'OCS et de la sécurité régionale de l'Institut de l'Extrême-Orient, A. Bolyatko, et l'attaché scientifique de ce centre, A. Klimenko, l'OCS se trouverait à présent au tout début de sa transformation en une véritable union politique. <http://www.ifes-ras.ru/conf/2005/4-2005.html>

14. Viktor Larin est le directeur de l'Institut d'ethnographie de l'Extrême-Orient (Vladivostok) de l'Académie de sciences de la Fédération de Russie. Il a accusé les pouvoirs locaux de falsification dans la délimitation frontalière avec la Chine, et a mis en cause personnellement le gouverneur de la région de Primorye, E. Nazdratenko., Viktor Larin, *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii v pervoj Polovine 90-h: Problemy regional'nogo vzaimodejstviya* (La Chine et l'Extrême-Orient russe dans la première moitié des années 90 : Les problèmes de la coopération), Vladivostok, 1999. Voir aussi Viktor Larin, *Kitaj i Dal'nij Vostok Rossii* (La Chine et l'Extrême-Orient russe), Vladivostok, 1998.

15. Yuri Galenovich est l'un des principaux dirigeants de l'Institut de l'Extrême-Orient à Moscou. Il est considéré comme l'un des sinologues les plus éminents en Russie. Yuri Galenovich, *Rossiâ i Kitaj v 20 veke : Granica* (La Russie et la Chine au 20^e siècle : la frontière, Moscou, 2001. Yuri Galenovich, *Moskva-Pekin, Moskva-Tajbej* (Moscou- Pékin, Moscou-Taïpei), Moscou, 2003. Yuri Galenovich, *Rubej pered startom: Kitajskaya problema dlya Rossii I S.S.H.A. na poroge XXI veka* (La ligne de départ : Le problème chinois pour la

Russie et les Etats-Unis à la veille de 21^e siècle), Moscou, 1999, Center of Convertible Education.

16. D'après le Service Fédéral de la Sécurité russe, il n'existe aucune statistique sur le nombre des citoyens chinois en Fédération de Russie - et notamment pas sur leur nombre en Extrême-Orient russe. Le service des gardes-frontières, qui dépend du FSB et qui est la première structure responsable du régime juridique des étrangers en Russie, ne collecte absolument aucune donnée sur l'effectif des étrangers. Les chiffres qui apparaissent dans les travaux des chercheurs étrangers, ainsi que des russes, ne peuvent donc être considérés que comme des estimations.

17. Les reportages à bord du bombardier nucléaire du Président Poutine qui a lancé le missile ont été transmises à plusieurs reprises sur différentes chaînes fédérales russes : www.ortv.ru www.rtr.ru www.ntv.ru www.newsru.com.

18. *Zavtra*, 5 octobre 2005 (n° 40), p.12, www.zavtra.ru.

19. www.vif2ne.ru se veut le « forum indépendant des militaires russes, vétérans de l'armée soviétique et des forces spéciales ». Il est intéressant de comparer la critique de la situation de l'armée russe faite par ces officiers avec les rapports officiels publiés sur le site du ministère de la Défense russe : <http://www.mil.ru/articles/article3431.shtml>.

20. *Nezavisimoe Voennoe Obozrenie* (Revue militaire indépendante), n° 44, 18 novembre 2005, p. 3. Cet article est en ligne sur le site Internet de cette revue : www.nvo.ng.ru

21. Les manœuvres ont eu lieu dans la péninsule du Shandong. Du côté russe ont participé les régiments de la circonscription militaire de l'Extrême-Orient russe, la 11^e armée de l'air russe (deux bombardiers stratégiques Tu 95 MS, quatre bombardiers Tu 22 M3, quatre avions de chasse Su 27SM, quatre bombardiers tactique Su 24m2), des navires de la flotte pacifique russe, des régiments des forces spéciales du ministère des Affaires intérieures russe et des régiments ferroviaires.

22. Il s'agit d'un centre d'analystes regroupant des officiers de renseignement soviétique et russe, à la retraite ou encore en activité. Le site de ce centre publie des articles - la plupart écrits sous pseudonyme : www.namakon.ru.

23. Une partie importante de la diaspora ouïghoure réside dans les capitales du Kirghizstan et du Kazakhstan.

24. Sur le plan juridique, les forces de l'OTSC ont le droit - inscrit dans le traité - de s'ingérer dans les affaires kirghizes en cas de dégradation de la stabilité du pays.

25. Entretiens réalisés au sein des structures de l'OTSC.

26. Il s'agit d'images montrées à la télévision russe, mais non commentées. Le ministère de la Défense n'a ni confirmé ni démenti cette information.

27. Observations personnelles.

28. Cette organisation rassemble l'Arménie, la Biélorussie, le Kazakhstan, le Kirghizstan, la Russie et le Tadjikistan. Malgré quelques manœuvres militaires collectives ainsi que des tractations politiques visant à faciliter la défense de positions communes au sein de l'Organisation de la coopération de Shanghai, l'Organisation du Traité de sécurité collective demeure à l'état embryonnaire.

29. Ilyas Sarsembaev, « Défis et menaces en Asie centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après-11 septembre 2001 », Observatoire stratégique sur la Chine, réunion du 13 janvier 2005. Texte introductif publié sur le site du Centre Asie d'IFRI.

30. <http://www.prime-tass.ru/news/show.asp?id=503291&ct=news>.

31. Les descendants des survivants de l'empire djoungare demeurent aujourd'hui en Kalmoukie, une petite République russe dont la population ne dépasse pas un million d'habitants.

32. L'historiographie officielle chinoise considère l'ensemble du Kazakhstan comme une partie du territoire chinois, temporairement perdue en raison de l'impérialisme russe aux XVIII^e et XIX^e siècles.
33. Le 1^{er} décembre 2005, le Président Vladimir Poutine a annoncé que la Russie ferait bénéficier des prix « internes » (le prix que paye l'armée fédérale russe) les alliés politiques de la Russie pour leurs achats d'armements – et en particulier les pays membres de l'OTSC. Cette offre concerne aussi la formation des cadres pour des armées nationales et services spéciaux. www.ortv.ru.
34. Cette expression était proposée par les démocrates russes, à la fin des années 1980 et au début des années 1990, pour désigner l'Occident, par opposition à la Russie.
35. Moscou proposait à Téhéran la création de la société commune russo-iranienne pour un enrichissement d'uranium sur le territoire russe. Cela pourrait aider à ne pas mettre à l'ordre du jour un vote de sanctions à l'ONU et éviter le déclenchement d'une guerre initiée par les Etats-Unis.
36. Iliyas Sarsembaev, « Défis et menaces en Asie centrale dans le nouveau contexte mondial de l'après-11 septembre 2001 », *op. cit.*
37. Iliyas Sarsembaev, « La question territoriale : enjeu géopolitique et idéologique dans les relations sino-russes », *op. cit.*
38. Viktor Stefashin, « Sovremennye voenno-doktrinal'nye vzglâdy rukovodstva K.N.R. », *op. cit.*
39. China National Petroleum Corporation et Gazprom se sont mis d'accord pour « dégeler » le projet Kovytkinsky (Altaï de l'Est) et commencer à construire dès 2007 un gazoduc vers la Chine. Pour plus d'informations, voir un rapport analytique de Sergei Louzyatine (MGIMO) : « Rossiya i Kitai : v poiskah novogo vektora sotrudnichestva. K itogam vizita V. Putina » (Russie-Chine. A la recherche de nouvelles pistes de coopération. A propos des résultats de la visite de V. Poutine en Chine). www.mgimo.ru.
40. Les deux autres zones de sécurité collective n'en sont qu'à un stade initial construction. Il s'agit de « la zone de l'Europe de l'Est » (Russie-Biélorussie) et de la « zone caucasienne » (Russie-Arménie)
41. Les chiffres et informations évoquées ici ont été présentés à l'auteur par des membres des structures de l'OTSC à Moscou.
-

RÉSUMÉS

Cet article propose une réflexion sur le positionnement de la Russie face à différentes alliances possibles en Asie. Il met l'accent sur les contraintes que fait peser la politique intérieure russe et souligne les difficultés de ces coopérations. La concrétisation d'un véritable partenariat stratégique avec la Chine paraît peu probable.